La Provence

GRÈVE DANS LES HÔPITAUX

Les soignants préfèrent des hausses de salaires aux primes

Journée de grève dans les hôpitaux de Digne et Manosque hier à l'appel de la CGT.

Au début de sortie de la crise du Coronavirus les soignants ont le sentiment d'être récompensés par "des cacahuètes ou médailles en chocolat alors que nous ne voulons pas de leur aumône", souligne Florence Walgenwitz, aide-soignante et déléguée syndicale CGT de Digne-les-Bains. Les revendications étaient déclarées devant l'entrée de l'établissement où se tenait le pic de grève. En commençant, actualité oblige, par une prime Covid-19 à 1500 € (elle est fixée à 500 € pour la majorité des soignants) pour tous, sans distinction de service, de zone géographique ou de métier.

"Tout le monde a été impacté, tout le monde doit toucher le montant maximal. Cette distinction est un scandale." Pour autant le syndicat ne cache pas être défavorable aux primes. "Les soignants vont la toucher, ils ne vont pas s'asseoir dessus. Simplement il ne s'agit que d'un os à ronger, ce que nous demandons ce sont des augmentations de salaires."

300 € nets d'augmentation salariale pour tous, le dégel immédiat du point d'indice ainsi qu'une revalorisation des grilles de salaire. À ces revendications s'en ajoutaient d'autres plus régulières: un plan massif de formation de nouveaux médecins et paramédicaux ; un plan massif d'embauches dans tous les métiers et un arrêt des fermetures de lits et des restructurations. "Le problème est que toutes ces revendications relèvent du national, indiquait Christophe Ouzeurvialle, directeur délégué de l'hôpital de Digne-les-Bains. "Nous allons discuter organisation locale."

Maxime LANCESTRE

À Digne et à Manosque, des soignants et la CGT demandent une prime COVID à 1500 € pour tous. "Mais ce que nous voulons surtout, ce sont des hausses de salaires", souligne le syndicat. / PHOTOS E.C. ET S.D.

Une gerbe à Manosque

Une petite quinzaine de personnes s'est réunie hier à 11h devant le centre hospitalier Louis-Raffalli, à l'invitation de la CGT Provence Alpes Côte d'Azur. L'objectif était de manifester pour la sauvegarde et le développement "*d'un système de santé et d'action sociale capable de répondre aux enjeux*", synonyme de reconnaissance salariale, d'embauches, de lits et des structures. / Photo Stéphane DUCLET

nice-matin

Nice : les syndicats veulent « de la clarté »

Des salaires, du personnel et des lits. Les revendications de la CGT du CHU de Nice n'ont pas changé depuis un an et demi. La crise du Covid-19 les a même légitimées. C'est pourquoi une quarantaine de blouses blanches et gilets jaunes ont manifesté hier devant l'hôpital de l'Archet 2, au lendemain du lancement du « Segur de la santé », une vaste concertation visant à refondre l'hôpital public français.

Mobilisation nationale le 16 juin

Au micro, l'infirmier et syndicaliste Laurent Gleizes tempête : « *Les annonces du gouvernement ne nous satisfont pas. Ce ne sont encore que des promesses, rien de concret. On nous parle de revalorisation salariale mais pour qui ? Quand ? Et à quelle hauteur ? On veut de la clarté.* »

Pour le secrétaire général de la CGT de l'Archet, comme pour le syndicat Force ouvrière qui a manifesté lundi à Cannes *[lire notre édition d'hier]*, il faut dégeler la valeur du point d'indice pour revaloriser les salaires. Une revendication qu'ils porteront le 16 juin, lors d'une mobilisation nationale.

C. M.

Hier, à la mi-journée, une quarantaine de blouses blanches de l'hôpital de L'Archet 2, à Nice, a répondu à l'appel à manifester de la CGT. (Photo Frantz Bouton)

nice-matin

senti en effet une envie très forte de toucher tout le

Edourad Philippe et Olivier Véran ont répété à plusieurs

interessante. Il a rappelé la mobilisation des maires pour

Grasse : blouses blanches en colère

Sur le parvis de l'hôpital de Grasse, une mobilisation d'une ampleur inédite hier. (Photo Clément Tiberghien)

La crise du Covid cristallise la grogne dans les hôpitaux azuréens. Après Cannes lundi, c'est au Centre Hospitalier de Grasse que la colère s'est notamment exprimée hier en fin de matinée. Une mobilisation d'une ampleur inédite - une centaine de personnels - à l'appel de la CGT. « Pas de retour à l'anormal », « A Grasse on nous sous-classe », Diviser pour mieux régner », autant de messages amers. Ici, la prime refusée de 1500 € a été vécue *« comme une douche froide après les semaines au front »* confie Candice Julou, secrétaire CGT et aide soignante qui perçoit 1400 € pour 15 ans d'ancienneté. *« Pourtant, Clavary a accueilli un service Covid avec 18 lits et jusqu'à 8 patients en réanimation »*. Du plan Ségur, les blouses blanches attendent beaucoup. Avant tout des moyens. *« Une infirmière et une aide soignante pour 14 lits, c'est plus possible ! On attend des réouvertures de lits et du monde dans les services »*, peste une aide soignante.

« Traumatisées, stressées, nous n'avons aucune considération », témoignent trois ASH (agents des services hospitaliers) chargées de la désinfection dans le service Covid.

Déterminés, les personnels qui réclament une augmentation de 300€ de salaire, ont prévu de manifester chaque mardi à 11h 30 sur le parvis de l'hôpital.

GAËLLE ARAMA

Nice veu

Des salaires et des lits. tions de la Nice n'ont puis un a crise du même lég pourquoi de blouse lets jaune hier deva l'Archet du lance de la sa concerta fondre français.

Mobili natior

Au mic syndic Gleizes *nonces ne nou ne soni messes nous tion s qui ? haute*

TÉ

So
C'e
Ma
de
les
de
à
E

la Marseillaise

CORONAVIRUS

Toutes les sections de la CGT, mais également militants de SUD, du PCF, de la FI et des usagers de l'hôpital se sont mobilisés pour ce premier rendez-vous de lutte en faveur des hospitaliers et des personnels de l'action sociale destiné à prendre de l'ampleur, jusqu'en juillet. PHOTO M.G.

Contre la casse de l'hôpital public, une lutte prévue pour durer

SANTÉ

Ils étaient quelques centaines, hospitaliers et soutiens, à se rassembler à la Timone à Marseille à l'initiative de la CGT Santé et action sociale, qui appelle à un mouvement d'ampleur pour remettre le système de soins en état de fonctionner.

Tous les mardis, nous appelons les personnels de chaque établissement hospitalier à se mobiliser, avec des points d'orgue les 16 juin en intersyndicale et 14 juillet en collectif interhôpital. » Extrêmement sceptique sur l'ouverture du Ségur de la santé, Patrick Bourdillon, secrétaire fédéral de la CGT Santé et action sociale, veut aller vers « *un mouvement en interpro* » durant toute la période de discussion sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

« *Merci* », titre simplement un parasol, « *Ce soir au balcon, demain révolution* », « *Applaudis depuis un mois, en grève depuis un an* » ou « *négligés, oubliés, délaissés, piétinés, enterrés depuis des années, maintenant il va falloir tout réparer* » affichent d'autres pancartes. Le parvis de l'hôpital de la Timone se remplit rapidement. Toutes les instances de la CGT sont présentes, ainsi que le syndicat SUD Santé, en soutien aux aides-soignants, infirmiers et autres techniciens de laboratoire, comme aux personnels de l'action sociale lourdement mis à l'épreuve pendant cette période de crise sanitaire.

Leur épuisement et leur colère remontent à plus loin. « *Je suis retraitée, mais je n'ai rien oublié* », rappelle Danièle Ceccaldi, ancienne secrétaire générale CGT de l'AP-HM. « *On a longtemps combattu seuls. Pour la revalorisation des salaires, pour des embauches, du matériel et des budgets à la hauteur des besoins* », précise-t-elle, sans confiance en ce gouvernement ni en l'ARS (Agence régionale de santé) pour régler en 2 mois, une casse déjà très ancienne et considérant que « *seule la lutte permettra un changement de cap* ». Pascale Jourdan, qui lui succède aujourd'hui, fait le compte : « *L'AP-HM a fermé 14 établissements de santé en 20 ans.* » Et ce sont également 17 000 lits en moins sur toute la France. « *Si on accepte le Copermo* », plan de modernisation de l'hôpital public soutenu par la Région Paca, la Métropole, le Département et la Ville de Marseille, « *il faudra encore compter 400 suppressions de lits ainsi que la vente de l'hôpital Salvator et la fermeture des urgences sur Sainte-Marguerite* », poursuit-elle.

Changer de cap par la lutte

La mobilisation exceptionnelle des personnels de santé, bien qu'en difficulté, a évité à la pandémie de gagner plus de terrain. Ils sont encore pied au plancher en dépit de la non-reconnaissance de la pénibilité de leur travail, de la non-réévaluation de leurs salaires. Ce qu'ils demandent aujourd'hui. De même, pour le secteur de l'action sociale. Dans les services de l'aide sociale à l'enfance, les personnels subissent les compressions budgétaires et ne disposent plus de moyens pour travailler. « *Durant la crise sanitaire, ils se sont retrouvés en grande souffrance avec des enfants handicapés qui n'ont pas pu retourner dans leur famille. Certains se sont confinés avec les jeunes* », ajoute Patrick Bourdillon. Il précise : « *L'élément central de notre lutte est l'arrêt des plans de retour à l'équilibre.* »

L'heure est à la colère et à la lutte. Hélène Honde, secrétaire de l'UD CGT pointe « *les attaques multiples portées contre les services publics* ». Elle dénonce un « *système capitaliste qui dicte encore ses choix au profit d'une poignée d'actionnaires* ». Et interroge la population sur l'avenir qui se joue dès aujourd'hui : « *Est-il concevable que dans la 6e puissance mondiale, on ait manqué de masques, de lits de réanimation ? Pourtant c'est arrivé ! Est-il acceptable que la France ait eu recours au confinement sans plan de prévention ? Pourtant, c'est arrivé !* »

Dans l'assemblée, Pierrette, retraitée, les larmes aux yeux, ne décolère pas : « *On sait que la santé est primordiale. Je ne pardonnerai jamais au gouvernement d'avoir laissé mourir des centaines de personnes âgées, faute de soins.* » À ses côtés, le communiste Marcel Touati, convaincu que le Ségur de la santé ne présage pas de changement, défend un pôle public de la santé et enjoint « *ceux qui ont applaudi à sortir dans la rue* ».

Myriam Guillaume

LIBÉRAUX.

La médecine de ville en opération escargot

Les infirmières libérales, près de 3 000 à Marseille, ont aussi mené tambour battant leur action avec une cinquantaine de voitures en opération escargot sur l'A7 pour dénoncer l'incurie du gouvernement. Réunies en collectifs des infirmières libérales VS Covid-19, elles ont dû assumer seules la récolte et la distribution de matériel de protection pour assurer leur mission et éviter l'embouteillage dans les hôpitaux, mais restent les grandes oubliées du discours d'Édouard Philippe. Elles exigent notamment une revalorisation tarifaire. PHOTO DR

var-matin

varmatin.com RÉSEAU SOCIAL DEPUIS 1945

LUNDI 25 MAI 2020

SHOWROOM 1 000 M² carrelage parquet pierre sols

LA CARREAUTHÈQUE

LA FARLÈDE - FRÉJUS - 04 94 44 26 99 - WWW.LACARREAUTHEQUE.COM

DÉCONFINEMENT

LA PRIME AUX SOIGNANTS DIVISE
COLÈRE BLANCHE

P 2 à 8

EUROPE
Cacophonie autour de la réouverture des frontières

HYÈRES
Comment l'hôpital s'est réorganisé

SAINT-RAPHAËL
Eau bénite et gel hydroalcoolique

RAMATUELLE
Le maire referme la plage de l'Escalet

CIRCUIT PAUL-RICARD
Mort d'un pilote de moto de 38 ans, un autre se blesse gravement P 32

CULTURE

Disparition de Jean-Loup Dabadie, parolier, scénariste et académicien P 34

SUPPLÉMENTS

Retrouvez vos pages Éco et le cahier « Bienvenue chez vous »

OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI
9H/12H -14H/17H

POUR L'ACHAT D'UN CARTON DE 6 BOUTEILLES DE 75CL
1 BOUTEILLE DE VIN & 1 CADEAU MASQUÉ OFFERTS !

* Offre valable jusqu'au 15 juin 2020

www.CLOS-DES-ROSES.com

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

MOTOCULTURE
Matériels | Consommables | Pièces

La qualité et le service de votre coopérative, disponible pour votre matériel.

Particuliers | Professionnels | Agriculteurs

OUVERT A TOUS

Coopazur

OUVERT LUNDI 01 JUIN

141 Avenue de Toulon
83260 LA CRAU

Du Lundi au Samedi
de 8h à 12h puis de 14h à 18h

www.coopazur.fr
contact@coopazur.fr

UNE PUBLICATION DU GROUPE NICE-MATIN

la Marseillaise

CORONAVIRUS

« Pendant la crise, on a laissé mourir les plus de 70 ans »

ENTRETIEN

Cédric Volait est coordinateur régional Paca de la CGT santé et action sociale. Il explique les raisons de la reprise des mobilisations dans la région et fait un état des lieux de la santé suite à la crise du coronavirus.

La Marseillaise : Les mobilisations qui ont lieu dans différents établissements de santé ont-elles pour objectif de peser sur les négociations du gouvernement qui ont commencé hier ?

Cédric Volait : Nous avons deux objectifs majeurs dans cette reprise. Évidemment que nous voulons peser dans les négociations qui se jouent actuellement. Le gouvernement veut aller vers une réduction du cadre des 35 heures, qui ne leur permet pas de faire ce qu'il veut. Leur objectif étant de tendre vers l'affaiblissement du cadre global des rémunérations, ce qui ne ferait qu'accroître l'individualisme. Leur histoire de primes a foutu la pagaille à cause de l'inégalité de traitement et de distribution. Cette gestion à la carte laisse toute sa place à la dérive et à la corruption. Le mode de fonctionnement de ce gouvernement est totalement différent des gouvernements précédents qui eux, instauraient un minimum de dialogue en réunissant les organisations syndicales quand c'était nécessaire. Là, nous découvrons les annonces de Véran en même temps que tout le monde. C'est une preuve que nos inquiétudes sont justifiées et fondées.

Notre deuxième objectif, c'est de remettre sur le devant de la scène nos revendications d'après la crise qui sont les mêmes qu'avant, sauf que désormais elles sont encore plus légitimes. Le gouvernement ne cesse de dire que les personnels soignants sont des héros, mais ce sont les héros les moins bien payés d'Europe ! Nous voulons une augmentation des salaires concrète et globale de 300 euros pour tous les personnels qui travaillent et œuvrent au bon fonctionnement des hôpitaux. Un hôpital ne se résume pas aux soignants et aux médecins. On aimerait aussi pouvoir rattraper la perte de pouvoir d'achat qui a diminué de 10 % entre 2010 et 2020. Ce n'est pas parce que le déconfinement a eu lieu qu'ils nous feront taire. Au contraire.

Cédric Volait, coordinateur régional de la CGT santé et action sociale. PHOTO DR

Quels enseignements tirez-vous de cette crise sanitaire ?

C.V. : C'est un constat très simple : nous avons besoin du service public qui a été fortement dénigré, notamment avec les baisses de moyens. Il faut donner les moyens nécessaires pour répondre à l'intérêt général, loin de l'individualisme et de la loi de la jungle. Il ne faut pas oublier que c'est grâce aux services publics que nous avons pu avancer dans cette crise alors arrêtons la politique du massacre qui nous a fait perdre 200 000 lits de réanimation en 30 ans.

Nous avons heureusement pu gérer assez bien la première vague mais nous ne sommes pas sûrs de pouvoir en gérer une deuxième. Dans certaines régions, ils ont été obligés de laisser mourir les plus de 70 ans. Tout le monde a parlé du conflit sanitaire et social mais le conflit éthique a été passé sous silence.

Justement, la vocation des soignants est de sauver des vies, comment fait-on pour vivre avec l'idée qu'on doit laisser mourir des gens ?

C.V. : C'est un problème majeur. Personne n'a envie de choisir qui doit être soigné ou non. Ce n'est pas ce que l'on apprend quand on veut faire ce métier-là, au contraire. Dans certains Ehpad, notre gouvernement demandait de limiter l'hospitalisation des personnes âgées par manque de moyens. Mais ça, ils se sont bien gardés de le faire savoir parce qu'ils sont complètement déconnectés de la réalité. Ce dont on a aussi peu parlé mais qui est très grave, c'est le développement du stress post-traumatique chez certains soignants, alors que la crise n'est même pas encore terminée. C'est à cause de ce genre de choses que nous demandons à ce que le texte de loi qui reconnaît le Covid comme maladie professionnelle soit adopté au plus vite et pour tout le monde. Sans gestion à la carte comme les primes.

Pensez-vous que la situation des soignants et leurs conditions de travail vont changer ?

C.V. : La forte mobilisation est nécessaire pour que les choses changent. Beaucoup trop de soignants ont été déçus par la parole gouvernementale. D'ailleurs, ils organisent aujourd'hui [hier] le Ségur de la santé en visioconférence et 300 personnes ont été conviées, dont beaucoup de journalistes. Pour nous, ils sont plus en train de jouer le jeu de la politique-spectacle, du show médiatique que de faire avancer les choses. On craint un enfumage dans les négociations.

Quels sont les besoins dans la région Paca en matière de santé ?

C.V. : Il faut arrêter de détruire le maillage territorial car l'ARS a été très active en matière de fermeture de lits pour les maternités et les urgences notamment, alors que ce sont des services vitaux pour la population. Il faut annuler tous les projets en cours comme les fermetures de services, les plans de retour à l'équilibre et de restructuration. On doit rouvrir des lits là où il y en a besoin et le bricolage des lits provisoires en réanimation pendant la crise doit être pérennisé. Nous sommes l'une des régions d'Europe, si ce n'est la première, où le privé lucratif est plus valorisé que le service public et ce grâce à l'ARS. Stop.

Entretien réalisé par Agathe L'hôte